



African Migrations Workshop

The Contribution of African Research to Migration Theory

16–19 November 2010, Dakar, Senegal

«Ceux et celles qui restent»: Réflexions théoriques à partir du cas de l'émigration sénégalaise vers l'Europe

Nathalie MONDAIN

E-mail : nmondain@gmail.com

Université d'Ottawa, Canada

Alioune Diagne

E-mail : alioune.diagne@indepth-network.org

INDEPTH-network, Accra, Ghana

Introduction

Une des difficultés soulevée par plusieurs auteurs dans l'analyse des processus migratoires réside dans le fait que le cas des non migrants soit généralement négligé. Or ceux-ci font également partie du processus migratoire lorsqu'on considère celui-ci dans sa globalité, c'est-à-dire comme également lié aux dynamiques sociales et familiales locales. Ce constat a engendré un nouvel élan dans les recherches avec une littérature qui se développe sur les « left-behind » dans divers contextes¹. De Haas (2010) souligne ainsi combien il est important de tenir compte du fait que le phénomène migratoire est lié à des mouvements plus larges de transformation sociale et économique, que l'on peut replacer dans le cadre du processus de développement dans les pays du Sud. Or, dans cette perspective, les théories explicatives dominantes, largement le fait des économistes et démographes, ont privilégié l'approche rationaliste du choix individuel en se basant sur un postulat d'équilibre linéaire du type du modèle 'push-pull'. Ces orientations théoriques, ahistoriques, sont également marquées par un biais sédentariste et polarisé entre le pays émetteur et le pays récepteur, négligeant du même coup les dimensions de structure et d'agencité des individus (Brettell, 2000; Bakewell, 2007; De Haas, 2010). Il s'agit donc de se départir de la vision selon laquelle le phénomène migratoire s'expliquerait essentiellement par la dégradation des conditions de vie dans les lieux d'origine des migrants. En effet, selon cette approche, les départs en migration dans les pays du Sud apparaissent le plus souvent comme l'expression de la massification de la pauvreté. Cette situation pousserait, de plus en plus d'individus, à chercher un mieux être ailleurs, notamment dans les pays développés, plus riches et où les conditions de vie sont supposées être meilleures. Si, comme le souligne De Haas (2010), il est évident que les migrants cherchent à améliorer leur situation personnelle et, ce faisant, souvent celle de leur famille, se restreindre à ce cadre explicatif masque la complexité des motifs et stratégies entourant ces départs.

Suivant cette perspective, les migrants sont présentés tantôt comme 'victimes' de la pauvreté, tantôt comme des agents potentiels de développement grâce à leurs transferts monétaires et acquisition d'un nouveau capital social et humain. Or, cette vision est réductrice car les migrants constituent un groupe extrêmement hétérogène socialement, économiquement et culturellement; de plus, les 'candidats à la migration' dépendent largement de l'organisation et structure sociales de départ qui impliquent pour certains-es de rester pendant que les autres partent. S'intéresser à 'ceux et celles qui restent' c'est donc élargir la perspective sur la compréhension du processus migratoire en étudiant ce

¹ Voir le numéro 13 de *Population Space and Place*, 2007 sur les 'left-behind' mais qui porte essentiellement sur les pays asiatiques. A noter également que la thématique intéresse un nombre croissant de chercheurs puisque lors de la dernière conférence internationale de l'IUSSP (Marrakech 2009), au moins deux sessions étaient entièrement consacrées à celle-ci.

qui le rend possible, souvent nécessaire et durable, soit le maintien d'une société d'origine qui cristallise des liens transnationaux et en même temps assure la reproduction du groupe social resté sur place.

Or, pareille approche pose un défi méthodologique de taille dans la mesure où elle suppose de capter les processus migratoires en tenant compte des parcours de vie des individus observés à différentes échelles, individuelle, familiale, communautaire. Cet enjeu méthodologique est actuellement attaqué sur plusieurs fronts. Quantitativement, tel que le propose l'équipe du projet MAFE², en tentant de décrire les trajectoires migratoires tant au niveau individuel que du ménage et de la communauté et selon la double perspective des migrants de retour (temporaire ou permanent) et des immigrants dans les pays d'accueil. Ces approches s'inspirent en partie des travaux pionniers en la matière de Massey et al (1998) portant sur l'émigration mexicaine aux États-Unis. D'autres approches, plus qualitatives, développées notamment en anthropologie (Brettell, 2000), mais aussi en démographie et sociologie (Randall et Mondain, à paraître) se penchent plus spécifiquement sur les transformations sociales et familiales dans les communautés d'origine en s'intéressant au cas des non migrants. L'une des difficultés dans l'étude de la migration réside dans le fait que celle-ci est par nature un phénomène évolutif, les non migrants d'aujourd'hui pouvant être appelés à migrer demain.

Notre propos consiste, à montrer qu'à travers l'expérience des non migrants-es, il devient possible d'appréhender les mécanismes qui expliquent le départ, permettant ainsi de compléter les approches explicatives de la migration. Méthodologiquement, l'étude de cette expérience de 'non migration' peut constituer un bon 'proxy' pour mieux appréhender le phénomène migratoire dans sa globalité et complexité, du moins pour un groupe social donné.

Après avoir fourni quelques éléments de contexte relatifs à la migration internationale au Sénégal et plus particulièrement dans une communauté particulière ayant fait l'objet d'une étude successivement en 2007, nous allons tenter de proposer un 'outillage' théorique permettant d'appréhender le processus migratoire à partir de l'expérience des non migrants; enfin, nous exposerons quelques résultats à partir de notre étude de cas plus spécifique en nous intéressant notamment aux questions suivantes : quelle est la part entre l'organisation sociale locale (et le statut qui est associé à chacun/e des membres de la société) et les contraintes intrinsèques à la migration internationale contemporaine, notamment liées aux restrictions légales dans la décision et concrétisation du départ par certains plutôt que d'autres? En quoi les effets de la migration dans la communauté influent sur la décision de partir ou de rester?

² <http://www.ined.fr/mafeproject/presentationgenerale.pdf>

I. Quelques éléments de contexte sur les migrations ouest africaine et sénégalaise en particulier

Rappelons d'emblée que si les migrations en provenance d'Afrique sub-saharienne à l'extérieur du continent (notamment en Europe) monopolisent une bonne partie de l'attention des médias, celle-ci reste encore minoritaire par rapport à d'autres flux migratoires (De Haas, 2007; Lessault et Beauchemin, 2009a et b; Ndiaye et Robin, 2010). Ainsi les propos de Bocquier (1998) restent encore vrais, alors qu'il affirmait que « *l'immigration ouest-africaine en Europe revêt une dimension politique sans rapport avec son importance démographique* ». Ceci semble aller dans le sens du rapport du PNUD (2009) selon lequel les populations les plus pauvres sont les moins mobiles; il faudrait ajouter : 'inter-continentalement' dans la mesure où, à l'intérieur des pays ou régionalement, les populations sont par contre extrêmement mobiles.

Au-delà de la pauvreté, il est nécessaire de tenir compte des mesures restrictives à l'entrée des pays d'accueil qui rendent la migration difficile pour les ressortissants de ces pays. Cette situation montre à quel point les perspectives basées sur un postulat d'équilibre telles que le modèle push-pull sont discutables puisque malgré l'attraction (réelle) exercée par les pays riches les individus n'ont pas toujours les moyens de migrer.

Au Sénégal, la migration des jeunes hommes s'est considérablement accélérée au cours de ces dernières années. Ainsi, il existe dans ce pays, de plus en plus de communautés, où l'on compte une large proportion des hommes qui vivent et travaillent à l'extérieur, en particulier en Europe.

L'essentiel des travaux menés en vue d'appréhender l'intensité de ces migrations et leur impact dans le développement du pays s'est focalisé sur certains aspects de la migration internationale sénégalaise, en particulier, les transferts d'argent et de biens (Tall M., 2002; Ndione, 2006; Diagne et al., 2010), et, plus généralement en Afrique, les relations entre la migration et le développement (Lessault et al, 2010), l'organisation des départs, les logiques de retour (Tiemoko, 2004) etc. Si ces travaux ont permis une meilleure compréhension du phénomène, ils s'intéressent essentiellement aux comportements des migrants. Au contraire, dans le contexte africain encore relativement peu de recherches portent sur la vie des non migrants et sur les raisons pour lesquelles certains individus n'émigrent pas et restent sur place. Or, compte-tenu du rôle central joué par les relations de parenté et les réseaux de solidarité en Afrique, il apparaît nécessaire de mieux comprendre les mécanismes sociaux et institutionnels qui conduisent à cette répartition des rôles dans la migration.

Le bassin arachidier au Sénégal, essentiellement habité par les *Wolof* (groupe dominant au Sénégal), fait partie de ces régions en Afrique de l'Ouest fortement marquées par le

fait migratoire. Les flux migratoires vers l'étranger en provenance de cette région se sont développés depuis les années 1980, période où la crise économique et agricole a rendu la situation insoutenable pour les habitants (chute du cours des matières premières, dévaluation du franc CFA en 1994...). Depuis lors les formes de l'émigration ont évolué, en partie du fait des politiques d'immigration très restrictives de la part des pays de destination 'traditionnels' notamment la France, qui ont contribué à la modification et complexification des trajectoires migratoires (Ndiaye et Robin, 2010).

Ainsi, parler des migrations internationales ouest africaines, c'est aussi parler du Maghreb, de la voie transsaharienne et maritime avant d'arriver aux Canaries, Espagne, ou enfin en Italie (De Haas, 2007; Fall, 2002; Ndiaye et Robin, 2010). De plus, la dégradation constante du marché de l'emploi dans les pays d'Afrique de l'ouest et l'absence de perspectives d'amélioration a modifié les caractéristiques des migrants ou candidats à l'émigration : ainsi, d'une migration de main d'œuvre essentiellement rurale, on est passé à une migration plus diversifiée et urbaine incluant des jeunes diplômés découragés par l'absence de débouchés ainsi que des jeunes faiblement scolarisés car percevant le système scolaire et éducatif comme n'offrant que peu d'opportunités d'emploi en fin de parcours (Fall, 2002)³.

Il est important de se pencher sur les traits particuliers de cette migration. La communauté, majoritairement *wolof*, que nous avons étudiée depuis 1999 et qui a fait l'objet d'une nouvelle recherche en 2007 sur laquelle nous nous appuyons ici⁴, voit ainsi depuis plusieurs années une part significative de sa population masculine d'âge actif émigrer vers l'Europe, principalement vers l'Italie. Cette migration repose aujourd'hui sur des réseaux bien établis par les migrants initiaux, en grande partie structurés par la confrérie religieuse mouride, celle-ci n'excluant pas les individus d'obédience *tidjani* (Bava, 2003; Riccio, 2006). Ceci a plusieurs implications. Tout d'abord, l'idée que la survie ou du moins l'assurance de meilleures conditions de vie des familles dépend des migrants a contribué à la construction d'une image positive de ces derniers (bien qu'aussi critiqués car les bénéfices de la migration suscitent l'envie chez ceux qui ne participent

³En 2005 le nombre de sénégalais vivant à l'extérieur du pays était estimé à 463000 individus soit l'équivalent de 4% de la population totale du pays (Banque Mondiale, 2008). A cette date, le taux d'émigration au Sénégal était deux fois supérieur à celui de la moyenne en Afrique Sub-saharienne (2,1%. Entre 2000 et 2005).

⁴ Notre étude repose sur 84 entretiens qualitatifs réalisés en 2007 auprès d'hommes et de femmes âgés de 18 à 59 ans dans une localité du bassin arachidier du Sénégal fortement marqué par l'émigration masculine vers l'Europe, notamment l'Italie. Les entretiens ont tourné autour des différentes conséquences de la migration sur la vie en général, et particulièrement sur les aménagements de la vie quotidienne des personnes restées sur place.

pas à ce mouvement) qui font alors office d'exemple à suivre, de référence pour leurs cadets.

Ensuite, une attitude de regroupement communautaire dans la société d'accueil qui place la plupart des jeunes hommes migrants non pas dans une dynamique d'insertion prolongée voire définitive dans le pays, mais plutôt dans une perspective de retour, la migration consistant essentiellement en une étape temporaire de leur vie. C'est là que nous trouvons matière à plus ample réflexion quant aux mécanismes explicatifs des flux migratoires. Bien sûr cette circularité est due aux difficultés à s'insérer de manière définitive dans les sociétés d'accueil, européennes dans notre cas. En même temps, ceux qui 'circulent' sont aussi ceux qui détiennent les papiers pour le faire et on pourrait supposer que même si les autorités nationales, italiennes et européennes, ne voient pas d'un bon œil l'installation définitive de ces travailleurs, ces derniers seraient toutefois en meilleure position pour lancer une telle procédure. Or pour reprendre les termes de Riccio (2006), si la plupart de ces hommes sont bien des 'migrants' ils ne sont pas pour autant 'nomades'.

Alors qui sont ces hommes et pourquoi certains migrent et d'autres pas? Et qu'en est il des femmes? Aspirer-elles à migrer et quelle est la perspective de celles qui restent?

II. Qui reste et pourquoi?

Vers un nouvel outillage théorique

En réaction contre les approches explicatives largement inspirées de la théorie économique et reprises en grande partie par les démographes, de nouvelles perspectives ont émergé, notamment celles du transnationalisme et de l'étude des réseaux, portées entre autres, par les anthropologues (Brettell, 2000). Les tenants de ces approches ont essentiellement pour objectif de se dégager d'unités d'analyse pré-établies (telles que le ménage) ainsi que de l'étude de communautés localisées du seul point de vue spatial ce qui enlève toute fluidité aux parcours migratoires et notamment leur dimension transnationale. Il est d'ailleurs remarquable qu'une discipline aussi positiviste que la démographie, depuis les deux dernières décennies, emprunte de plus en plus à l'anthropologie allant jusqu'à la constitution grâce à la constitution du champ de l'anthropologie démographique (Riley et McCarthy, 2003; Kertzer et Fricke, 1997). Ceci peut expliquer l'émergence de nouvelles sensibilités dans le domaine de la migration, sujet cher aux démographes. Une excellente illustration de ces ponts entre disciplines pour tenter de mieux cerner le fait migratoire réside dans les recherches de Massey et al (1998).

Pourtant, si l'approche transnationale est liée à l'étude des relations entre migrants et non migrants, elle reste surtout limitée au seul point de vue des migrants. Ce qui nous retient ici c'est la perspective des non migrants, en ce que ceux-ci participent également, nous semble-t-il, au processus migratoires des membres de leur communauté.

Selon Toyota et al (2007), la littérature relative aux non migrants s'est essentiellement basée sur la théorie de la stratégie de survie des ménages (Starck et Bloom, 1985; Wood, 1985); or ce concept de 'stratégie des ménages' a été vivement critiqué car il suppose qu'il existe un consensus au sein des ménages (Folbre, 1987; Crow, 1989 ; Wolf, 1990 ; Moen et Wethington, 1992; Riley et Gardner, 1993). De plus, cette perspective privilégie les processus de décision précédant la migration et néglige du même coup la situation des non migrants, en particulier les conséquences de la migration sur ceux et celles qui restent. Ces derniers sont ainsi essentiellement présentés comme des récepteurs passifs des transferts monétaires, ces transferts devant jouer un rôle dans la réduction de la pauvreté ou encore l'amélioration des conditions de santé (Toyota et al, 2007). Ceci conduit à des constats fondés sur des analyses portant sur le manque d'investissement porteur de développement dans les communautés d'origine, les transferts étant majoritairement orientés vers la famille (Tiémoko, 2004). Or, qu'en est il du vécu quotidien de ceux et celles qui restent et quelles sont leurs perspectives, aspirations, quant à la migration? Cet aspect reste encore relativement obscur.

Grâce au développement des analyses en termes de réseau et des approches transnationales, une meilleure appréhension des conséquences de la migration sur les relations sociales et familiales au sein de la communauté d'origine ainsi que sur le quotidien des non migrants devient envisageable. L'approche transnationale en particulier permet d'élargir la circulation des migrants à un mouvement fluide et continu à travers des frontières géographiques, culturelles et sociales (Brettell, 2000). Celle-ci ne doit toutefois pas être appréhendée du seul point de vue des immigrants dans le contexte de leur société d'accueil (maintien des liens avec la société d'origine) mais aussi en prenant en considération l'expérience de ceux et celles qui restent sur place en lien avec les membres de leur communauté à l'extérieur (Åkesson 2004; Jonsson, 2008). Ainsi, selon Levitt (1998), les relations transnationales permettent la circulation de 'transferts sociaux' (social remittances) soit d'idées, de comportements, d'identités et plus généralement, de capital social entre les sociétés réceptrices et émettrices. La théorie des réseaux, quant à elle, permet de mieux comprendre non seulement la construction de regroupements de migrants localisés dans le temps et l'espace, mais aussi le maintien de liens forts avec la communauté d'origine qui s'inscrit dans une certaine continuité des rapports sociaux existant (Brettell, 2000:104-106 et Åkesson 2004:18-19 citées par Jonsson, 2008; pour le Sénégal, voir Riccio, 2006 et Tall, 2002).

Ces réseaux et relations transnationales ont contribué à la formation d'une 'culture de la migration' au sein des sociétés où la migration constitue une composante centrale des dynamiques sociales et économiques. Cette notion se rapproche de celle de l' « idéologie de la migration » (Carling et Akesson, 2009) et semble s'appliquer au cas de la société sénégalaise et plus spécifiquement de la communauté que nous étudions ici. Cette notion a été formalisée par Kandel et Massey (2002) qui la définissent essentiellement par le fait que les non migrants, observant leurs pairs migrants sont enclins eux aussi à partir, cette aspiration n'ayant plus nécessairement rapport avec la situation initiale de nécessité. Cette perspective entre dans le cadre de la théorie de la causalité cumulative (Massey, 1990; Massey et al, 1998) selon laquelle les processus qui ont conduit à l'initiation de la migration évoluent et le migrant d'aujourd'hui s'insère dans le réseau migratoire avec des perspectives différentes de ses prédécesseurs. Ainsi, les migrants ou 'aspirants' migrants se posent moins la question de la réelle nécessité de partir que des moyens à mettre en œuvre pour un départ qui est perçu comme un passage obligé, faisant partie du 'système' économique et social localisé. Dans le cas qui nous intéresse la migration étant associée à une certaine forme de réussite sociale – accumulation de biens personnels, capacité à soutenir sa famille et ses proches ce qui fait partie des grandes attentes de la société envers les jeunes, notamment les hommes – ne pas migrer devient quasiment un signe d'échec (Massey et al, 1993). Selon cette perspective et tel que le montre Jonsson (2008) dans le cas du Mali, la migration devient elle-même une quasi norme sociale au niveau local à laquelle les hommes notamment s'identifient de sorte qu'elle devient une étape clé dans leur processus de transition à l'âge adulte (Diagne et al, 2010) - mais nous préférons le terme anglais de 'manhood' difficile à traduire en français mais qui renvoie à l'idée de 'devenir un homme' (Kandel et Massey, 2002; Jonsson, 2008). En quoi ce changement est il porteur de transformations plus profondes au sein de la société sénégalaise, c'est une piste à explorer.

Dans cette perspective finit par se construire un véritable « imaginaire migratoire » qui, selon les termes de Fouquet (2007 : 84) consiste à *désinvestir physiquement et/ou symboliquement les temps (diurne/nocturne), places (dépendance/autonomie), espaces (intérieur/extérieur), biens et modes de consommation, etc. les plus cautionnés par les aînés sociaux, tout en surinvestissant corrélativement ceux qui rejoignent le plus et le mieux les images d'un Ailleurs fantasmé (...). L'Ailleurs dont il est ici question exprime un espace d'imaginaires dépositaire des aspirations à un mieux être et à un mieux vivre. Il reste porteur d'une dimension géographique, les esprits le cristallisant presque exclusivement autour des sociétés du Nord. Mais il demeure néanmoins largement du domaine de l'imaginaire, car il se construit surtout sur la base de représentations et fantasmes élaborés sur ces sociétés, qui n'ont pas ou peu d'équivalents dans le tangible.* Cette perspective s'applique parfaitement bien à une analyse du processus migratoire sur le long terme et transnationalisée dans la mesure où on peut supposer que la mise en

place d'une 'culture de la migration' qui se maintient et se construit par un tel mécanisme de représentations, permet à des générations entières de trouver un sens à leur existence, quand bien certains individus ne migrent pas.

Ces notions de « culture de la migration » et d' « imaginaire migratoire » entrent également dans le cadre de ce que Carling (2002) appelle « immobilité involontaire » pour qualifier la situation de ceux (et celles) qui aspirent à migrer mais ne le peuvent pas ou pas encore (car n'oublions jamais que la migration a ceci de particulier qu'elle est évolutive). Dans cette perspective, le non migrant qui 'rêve' de migrer du fait de la mise en place de cette 'culture de la migration' à travers laquelle il voit sa propre trajectoire d'individu se définir et se valoriser, se retrouve pris dans une immobilité qu'il ne souhaite pas, quand bien même la mobilité n'est pas essentielle à la survie du ménage ou de la famille. Cette situation peut alors exacerber son souhait de partir, où, dans le cas contraire, renforcer une certaine animosité envers la migration et les migrants alors perçus comme individualistes et non solidaires puisque seules leurs familles bénéficient de leur expérience (Diagne et al, 2010).

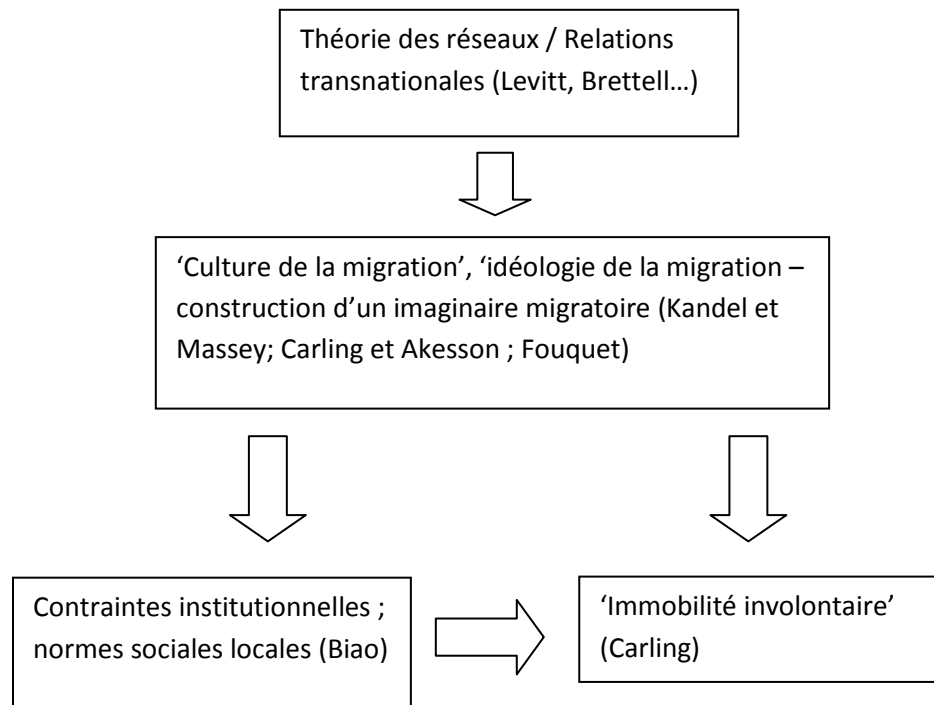
D'autres dimensions doivent être mentionnées pour saisir la diversité des facteurs qui aboutissent à l'immobilité. Biao (2007), dans le cas de la Chine, montre à la fois l'importance des « contraintes institutionnelles » et des normes sociales relatives à la répartition des tâches selon l'âge et le genre notamment sur les décisions, stratégies migratoires. Les contraintes institutionnelles auxquelles l'auteur fait allusion résident dans l'accès restreint au marché de l'emploi et au système scolaire en milieu urbain pour les migrants ruraux; ces contraintes, combinées aux normes sociales existant dans les campagnes, ont pour conséquence que les individus qui restent se trouvent être les femmes, les enfants et les personnes âgées. Mais si les contraintes institutionnelles expliquent les difficultés de réunification familiale en milieu urbain, les normes sociales reposent surtout sur des rapports de genre inégaux où, malgré certains changements, les femmes chinoises restent plus souvent confinées à la sphère domestique.

Allant plus loin, Biao montre également que les difficultés rencontrées par les personnes qui restent sont également liées aux conditions qui prévalent dans le contexte général de précarité économique qui prévaut. La construction d'une telle 'culture' de la migration ne s'accompagne donc pas nécessairement d'une transformation des dynamiques sociales locales; au contraire, la migration peut contribuer au maintien voire renforcement de certaines normes et valeurs plutôt que d'en favoriser l'évolution. Biao (2007) le montre en examinant successivement les différents groupes qui 'restent', notamment les femmes, les personnes âgées et les enfants. Ainsi, la migration ne semble pas apporter un changement significatif dans les rapports sociaux entre les sexes, les femmes 'qui restent' ne devenant pas plus autonomes par rapport à leur mari migrant et du fait de leur prise en

charge du ménage au quotidien en son absence. Finalement, les difficultés rencontrées par les individus qui restent semblent être les mêmes que les autres dans un contexte général de pauvreté.

L'articulation de ces différents concepts entre eux est résumée dans la figure 1. Notons à cet égard que la « culture de la migration » telle qu'elle se développe peut avoir deux dimensions : d'une part elle touche particulièrement les candidats potentiels à la migration – ici les jeunes hommes; d'autre part elle concerne hommes et femmes qui, par leur statut et situations particulières n'envisagent pas de partir mais du fait de cette « culture » poussent les jeunes hommes dans cette direction. De ce point de vue on peut dire que c'est à l'échelle de la communauté que la migration s'impose.

Figure 1 : cadre théorique basé sur la 'culture de la migration'



Les perceptions de la migration dans la petite ville

Dans la plupart de ces pays, la mise en œuvre des projets migratoires par certains (surtout pour la migration dite « économique ») s'articule autour d'arbitrages tacites ou explicites sur qui doit/peut partir et qui doit rester ou ne peut pas partir. Or, Dans le contexte sénégalais qui nous intéresse ici, les contraintes institutionnelles les plus évidentes sont liées à la réglementation restrictive des normes légales de l'immigration dans les pays

développés. Le voyage et les formalités juridiques supposent des ressources très importantes que toutes les familles ne sont pas en mesure de mobiliser. Ainsi, les jeunes hommes, potentiels candidats à la migration, ne sont pas sur un même pied d'égalité ce qui revient à nouveau à se référer à la notion d' « immobilité involontaire ». Ceci suppose qu'ils développent des stratégies en vue du départ mobilisant la famille et le réseau élargi. Ceux qui ne peuvent bénéficier de ces appuis (parce que la famille est trop démunie et/ou qu'ils ne sont pas connectés à un réseau bien établi de migrants) se retrouvent à opter pour des solutions plus risquées (les départs en pirogue, perçus à juste titre comme beaucoup plus aléatoires et dangereux), soit abandonnent l'idée jusqu'à nouvel ordre, contribuant ainsi à la construction et au maintien d'un imaginaire de la migration (Fouquet, 2007). On peut ainsi mieux s'expliquer ce qui peut être perçu comme une volonté indéfectible de se lancer dans l' 'aventure' migratoire malgré les sacrifices et les risques que cela suppose. Ces jeunes sont-ils mus par la pauvreté ou les raisons profondes sont-elles à chercher ailleurs? C'est ici que l'importance du contexte social prend tout son sens. Ces tensions entre générations et au sein d'un même groupe de générations posent aussi la question d'une éventuelle redéfinition de la notion de solidarité et de communautarisme longtemps posée comme une valeur fondamentale des sociétés africaines (Marie, 2007).

Il s'agit d'explorer ces facteurs institutionnels et sociaux à travers les principaux groupes de non migrants : les jeunes hommes ou hommes adultes qui sont restés, les femmes liées ou non à un migrant, les pères et mères de famille relativement âgés.

Religion, obligations, 'teranga'

Parmi les facteurs institutionnels et sociaux participant à la constitution d'un tel 'système migratoire' dans cette localité et dans la région, on retrouve les valeurs centrales à la société *wolof*, essentiellement portées et utilisées par les autorités religieuses.

Ainsi, comme nous l'avons déjà souligné, le réseau migratoire est fortement structuré par la confrérie religieuse mouride (Bava, 2003; Riccio, 2006) qui permet aux migrants de se retrouver en communauté sur les lieux de migration et aussi de développer des réseaux commerciaux (Grillo et Riccio, 2004). Le fait d'être lié à un tel réseau (y compris pour les *tidjani*) favorise le maintien d'un ensemble de normes sociales très ancrées dans la culture *wolof* et qui touchent plusieurs dimensions des relations sociales, allant des rapports entre générations, au mariage et à la vie de famille. Ces normes sociales et culturelles peuvent ainsi être 'entretenu' tant dans le contexte migratoire que dans le cadre des relations transnationales puisque la plupart des comportements balisés par ces normes s'inscrivent dans la dynamique des rapports sociaux maintenus entre migrants et non migrants restés au pays.

Ces normes et valeurs bien encadrées par les confréries religieuses renforcent la dimension fortement hiérarchisée, patriarcale et patrilocale de la société *wolof* où l'homme occupe une place centrale (qui n'exclut évidemment pas le rôle des femmes, mais le rapport de domination reste en faveur des hommes). En particulier, les attentes envers les hommes reposent sur un ensemble d'obligations dont ils doivent s'acquitter notamment en termes de soutien envers leur famille et leurs parents (Diagne et al, 2010; Diagne et Rakotonarivo, 2010). Un homme qui réussit de ce point de vue est celui qui peut s'enrichir et, ce faisant, assurer à sa famille et proches de bonnes conditions de vie. Ce prestige social sera d'autant plus renforcé qu'il pourra prendre plusieurs épouses. Ainsi, le jeune homme qui observe les cas réussis de migration (car il existe bien entendu des échecs, des situations difficiles) aspire à mettre en œuvre son propre projet migratoire, espérant avoir la même *teranga* (chance, réussite) que ses prédécesseurs. Il ne faut toutefois pas considérer le migrant ou candidat à la migration comme intéressé par l'idée du prestige social qu'une migration 'réussie' lui apportera au seul niveau individuel : c'est la manière dont cette réussite rejaillira sur sa propre famille qui lui assurera ce prestige et le fait qu'il sera en accord avec les valeurs prônées par les autorités religieuses.

Celui qui part est donc celui qui réussit à mobiliser les ressources nécessaires pour faire face au coût du départ, l'idée étant qu'une fois sur place il faut se 'débrouiller' et qu' 'avec l'aide de dieu' la réussite viendra (Bredeloup, 2005). La mobilisation de ces ressources dépend à la fois de ses capacités personnelles d'accumulation d'un capital et du soutien de son propre réseau familial et social plus large. Ce sont ces différents réseaux qui pourront l'aider à compléter la somme et à l'introduire dans la chaîne migratoire. Un jeune homme ne disposant pas de ce capital social se trouve donc fortement désavantagé par rapport à ses pairs (De Haas, 2009).

I Mais ici ... comment font les migrants ?

R Ici je ne sais vraiment pas. Je les vois aller et revenir mais comment ils font pour voyager ça ne sais vraiment pas. Seuls leurs parents savent les " démerdements " qu'ils font pour voyager. Mais tout le monde sait que c'est difficile de voyager parce qu'il faut le préparer. Dans certains villages la mère peut vendre ses moutons et le père son cheval ou sa vache pour que leur enfant cherche des papiers valables pour voyager comme ça. Quand cet enfant revient il paiera le voyage de ses frères. Beaucoup de villages procèdent de la sorte et dans ces villages toutes les belles maisons où il y a des migrants. ... (femme de 65 ans).

Ainsi, en plus de l'exclusion liée à la réglementation restrictive relativement à l'immigration (Carling, 2002), le système social local finit par générer ses propres 'immobiles involontaires' puisque les coûts de la migration sont tels qu'un individu doit être capable de mobiliser un réseau important à même de le seconder dans l'accumulation

des ressources nécessaires à la réalisation de son projet (Ndione, 2006). Ces exclus de la migration n'en rêvent pas moins, ce qui montre la force du système mis en place tel qu'illustré par les propos de ce jeune homme de 27 ans qui a abandonné l'école pour migrer et, malgré trois tentatives infructueuses, espère toujours réussir à partir dans la mesure où il ne voit aucune opportunité pour lui en restant sur place : *Depuis lors je suis là mais on projette toujours de s'émigrer puisqu'on n'a pas de diplôme, avec la conjoncture actuelle quand tu vois les émigrés qui reviennent et qui s'en sortent pas mal même s'ils ne sont pas riches, ils ont le minimum. Alors nous faisons tout pour partir. Pour améliorer notre situation. ...*

De contrainte à l'origine, la migration prend donc progressivement une dimension systémique dans la mesure où elle n'est plus associée à une situation de nécessité absolue, mais s'auto-entretient grâce, notamment, à l'action du réseau transnational qui favorise le départ des jeunes candidats à la migration.

Ceci est bien résumé par cet homme, surveillant général du lycée de la petite ville qui observe les différentes 'tensions' à ce niveau :

... je prends l'exemple : vous entrez ensemble à l'école vous poursuivez (les études) pour aller jusqu'à l'université jusqu'au doctorat même. L'autre prend le raccourci, il va en émigration pendant que vous vous traînez pendant 6 ans, 7 ans voire 8 ans déjà lui il est assez capitalisé. Vous le voyez venir chaque fois construire des maisons, acheter des villas se marier et dès fois ça pousse à aller dans ce sens. Il y'a l'influence des pairs, des amis et même certains parents qui poussent les enfants à cela. Dans une famille, l'aîné, le second sont en Italie pour accroître les revenus on oblige aussi les autres enfants où l'élève à aller en émigration. Si vous faites des visites de proximité dans les maisons, vous allez voir que dans une maison il peut y avoir 7 émigrés ou 8 émigrés. (...).

Par ailleurs, il semble que certains individus qui auraient les moyens de mobiliser ces ressources, fassent au contraire le choix de rester; dans certains cas cela peut simplement être lié aux règles d'organisation sociale dans la mesure, où la répartition des rôles fait qu'il faut au moins un représentant du migrant dans le ménage, quelqu'un qui soit son interlocuteur sur place, quitte à ce qu'il migre une fois le migrant revenu. D'autres par contre semblent plutôt s'inscrire en réaction face à la migration qui vide en quelque sorte la communauté de ses forces vives et cherchent à développer leur propre projet sur place. Mais encore une fois, rien ne laisse préjuger que ces attitudes seront durables, la décision de migrer pouvant trouver de nouveaux fondements au fil des parcours de vie des individus.

Ces normes sociales liées à la « relève » des générations sont extrêmement fortes et mettent une pression importante sur les jeunes hommes notamment (du fait de la dimension patriarcale de la société); cette pression devient quasi invivable dans le

contexte de crise économique et sociale chronique tel que le vit la population sénégalaise depuis plusieurs années. L'autre forme de pression repose sur la réussite (matérielle) des hommes, alors valorisés parce qu'ils ont la *teranga* et d'autant plus respectés par la communauté qu'ils en font profiter leur entourage. Par conséquent tout un discours se développe au sein de ce groupe qui légitime le projet migratoire au détriment de la poursuite des études ou de l'apprentissage d'un métier pour développer ses activités sur place lié à leur obligation envers la famille. Ceci pose en réalité un réel problème pour l'avenir de ces générations qui finissent sous-scolarisées et donc avec peu de ressources en cas d'échec du projet migratoire.

Les femmes et les parents

Les femmes quant à elles participent encore de façon très marginale à la migration, mais au vu de certains propos dans nos entretiens réalisés en 2007, il est probable que cette situation va évoluer progressivement, certaines exprimant clairement leur aspiration à partir à l'étranger.

Par contre on peut affirmer que les femmes se positionnent par rapport à la migration qu'elles soient liées à un ou plusieurs migrants ou non, en tant que femme célibataire (donc candidate au mariage), mère, sœur, ou épouse. Plus profondément, les femmes affichent certaines aspirations pour leurs proches et pour elles mêmes en lien avec la migration, qu'elles aussi perçoivent comme la 'seule alternative' dans un contexte où les individus ne voient pas d'opportunités en termes de travail ou d'épanouissement personnel. Ceci est clairement exprimé par cette femme de 50 ans : *Je sais qu'ils n'ont pas le choix, c'est pourquoi ils partent à l'étranger. Beaucoup d'entre eux ne voudront pas partir mais parce qu'ils n'ont pas les moyens et s'ils restent ils ne pourront pas entretenir leurs familles comme il faut. Ils n'ont pas de travail.*

En Afrique, et au Sénégal en particulier, la littérature, lorsqu'elle existe, reste ambiguë quant aux conséquences de la migration masculine sur les conditions et parcours de vie de leurs épouses dans des contextes où les rapports sociaux de sexe sont inégaux (en défaveur des femmes). Le débat se cristallise essentiellement autour de deux idées, la première étant que les épouses de migrants voient leur autonomie augmenter du fait de la prise de responsabilité qu'elles se voient attribuer durant l'absence de leur époux (Pilon et al. 1996); la seconde au contraire met l'accent sur les effets pervers de cette absence soit en montrant qu'au retour du mari l'équilibre traditionnel des relations entre les sexes se rétablit, soit en mettant en évidence une accentuation de l'emprise du mari sur sa ou ses épouses pendant son absence par les liens de dépendance matérielle qui s'accroissent (De Laat, 2006).

Dans le cas qui nous intéresse, si se marier avec un migrant reste valorisé par nombre de jeunes femmes encore célibataires, la situation des épouses de migrants n'apparaît

toutefois pas nécessairement bien différente de celle des femmes mariées à des non migrants dans la mesure où le système normatif rendant les femmes dépendantes de leur mari non seulement en termes de ressources mais également concernant toutes les décisions à prendre au niveau familial, elles semblent plutôt pénalisées dans leur vie quotidienne par l'absence de leur conjoint malgré les améliorations (lorsqu'elles ont lieu) dans les conditions de vie matérielles. Si ceci peut s'expliquer en partie par une dimension d'ordre affectif-émotionnel, nos entretiens ont aussi montré à quel point les épouses de migrants se trouvent souvent dans des situations critiques puisqu'elles ont un accès limité aux ressources, l'essentiel des transferts allant entre les mains de leur belle famille qui par ailleurs contrôle strictement leurs allées et venues. De ce point de vue il semble que la migration engendre une continuité voire un renforcement des relations inégales entre hommes et femmes plutôt qu'une transformation de celles-ci. Les extraits qui suivent illustrent ces situations :

...elles [les épouses de migrants] ont des difficultés parce que les gens pensent que tu as tout. On est rapidement sujet à polémiques et on ne peut se tourner vers personne en cas de problèmes parce qu'on dit que notre mari a émigré. Elles doivent juste se débrouiller et supporter les difficultés. On dit que leur mari leur envoie ci ou cela alors que ce n'est pas le cas. Quand tu as ton mari à tes côtés, tu peux toujours t'appuyer sur lui en cas de besoin. Si ton mari tarde à t'envoyer des sous, tu ne peux demander à personne de t'aider. Et quand tu te tournes vers quelqu'un, tu es calomniée. Les gens pensent que lorsqu'on nous envoie de l'argent, on le gaspille. (épouse de migrant, 43 ans).

H, je ne m'engagerai plus dans un mariage avec un émigré. Les émigrés n'entretiennent personne, je veux parler de leurs femmes. Ils ne donnent rien à leurs femmes. Toutes mes copines ont des maris émigrés. Ils n'entretiennent personne, ils ne donnent rien à leurs femmes " Da gni Saagare rek " [ils essaient de sauver les apparences].(femme de 31ans, divorcée d'un mari migrant).

Ainsi, il semble que dans le cas des *Wolof* du bassin arachidier sénégalais, la structure même du réseau migratoire ainsi que les normes et valeurs poussant au départ semblent aller dans le sens d'un maintien des relations inégales entre hommes et femmes; entre générations les équilibres bougent toutefois, mais l'idée d'une dépendance mutuelle (pour les jeunes avant leur départ, pour les vieux en général) reste vivace.

III. Conclusion

Peu d'études se sont penchées sur les conséquences autres que monétaires de la migration pour les individus restés dans la communauté d'origine. Or s'intéresser à cette dimension

ouvre de nouvelles perspectives de réflexion quant aux formes possibles du développement social et du bien-être des populations en lien avec la migration (Nyberg-Sorensen et al, 2002). Par exemple, dans quelle mesure la migration a-t-elle contribué à une plus grande autonomisation des femmes? Quelles sont les nouvelles perspectives que la migration a apportées à la jeunesse?

Dans le contexte sénégalais en général et de la petite ville étudiée en particulier, on peut dire qu'une 'culture de la migration' s'est forgée posant celle-ci comme un passage quasi obligé dans les parcours de vie des jeunes hommes et soulignant la part centrale qu'elle occupe dans le quotidien des populations locales. En quoi ceci reflète-t-il un changement dans la société et le cas échéant serait aussi porteur de développement? Ou au contraire, cette volonté de migrer à tout prix (y compris par les pirogues) ne met elle pas en avant l'échec des politiques nationales incapables d'offrir à leur jeunesse des perspectives d'avenir quand bien même elle ne vivrait pas dans la misère totale, pourtant principale raison avancée par les pays destinataires pour expliquer ces flux (Mondain, à paraître)?

Venant ainsi alimenter l'hypothèse de Massey et al (1998) sur la causalité cumulative, et suivant les perspectives développées par les anthropologues, on peut voir comment à travers un « imaginaire migratoire » cultivé par les jeunes hommes se construit une idéologie de la migration à l'échelle de la communauté faisant de la majorité des jeunes hommes non migrants des « immobiles involontaires », temporaires ou non, ces derniers vivant dans l'imaginaire migratoire d'un départ toujours possible. De nombreux parents et jeunes femmes se positionnent par rapport à la migration la percevant comme faisant partie de l'économie familiale locale qu'ils soient liés ou non à un ou plusieurs migrants; ce faisant, ces autres non migrants, non pas volontaires, mais quasi 'statutaires' puisqu'ils restent du fait de la position que leur assigne la société, contribuent également à la construction de cette culture migratoire en poussant les jeunes dans cette direction. On peut donc voir comment à différents niveaux se construit et se cultive cette « culture de la migration » au-delà des seuls motifs économiques.

Notre étude suggère ainsi que les normes d'organisation sociale, liées à la structure de la parenté et donc à la famille et portées par des confréries religieuses très structurées, constituent un facteur important expliquant la mise en œuvre des projets migratoires dans la société *wolof*. En effet, les normes indissociables de l'organisation patriarcale et patrilocale de cette société et plus généralement au Sénégal, contribuent à placer hommes, femmes, aînés, cadets dans des positions sociales telles que leur potentiel de mobilité se trouve affecté. Cette perspective offre des pistes de réflexion intéressantes pour aborder le fait migratoire dans toute sa complexité dans d'autres contextes.

Bibliographie

- Åkesson, L. 2004. *Making a Life: Meanings of Migration in Cape Verde*. Sweden: Göteborg University, Department of Social Anthropology
- Bava, S. (2003). "De la 'baraka aux affaires': ethos économique-religieux et transnationalité chez les migrants sénégalais mourides", *Revue européenne des migrations internationales*, 19(2) : 69-84
- Bakewell O. 2007. "Keeping Them in Their Place: the ambivalent relationship between development and migration in Africa", IMI Working Papers 8.
- Biao, X. (2007). "How Far are the Left-Behind LeftBehind? A Preliminary Study in Rural China", *Popul. Space Place* 13, 179–191
- Bocquier P., 1998 - L'immigration ouest-africaine en Europe : une dimension politique sans rapport avec son importance démographique. *La Chronique du CEPED*, juillet-septembre, n° 30
- Bredeloup S. et O. Pliez, 2005. « Circulation migratoire entre les deux rives du Sahara », *Autrepart*, 36
- Brettell C.B. et J.F. Hollifield, 2000. *Migration Theory. Talking Across Disciplines*. Routledge.
- Brettell C.B. 2000. "Theorizing Migration in Anthropology. The Social Construction of Networks, Identities, Communities and Globalscapes", in: Brettell C.B. et J.F. Hollifield (eds), *Migration Theory. Talking Across Disciplines*, Routledge, p.97-132.
- Carling J. et L. Åkesson, 2009. « Mobility at the Heart of a Nation: Patterns and Meanings of Cape Verdean Migration », *International Migration* 47(3):
- Carling, J. 2002. "Migration in the age of involuntary immobility: theoretical reflections and Cape Verdean experiences", *Journal of Ethnic and Migration Studies* Vol. 28, No. 1: 5± 42
- Crow, G. 1989. "The Use of the Concept of 'Strategy' in Recent Sociological Literature." *Sociology* 23, (1): 1-24.
- De Haas, H. 2010. "Migration transitions : a theoretical and empirical inquiry into the developmental drivers of international migration", *IMI Working Paper* 24

De Haas H. 2009. "Migration System Formation and Decline. A theoretical inquiry into the self-perpetuating and self-undermining dynamics of migration processes", *IMI Working Papers* 19

De Haas, H., 2007. *Le mythe de l'invasion. Migration irrégulière d'Afrique de l'Ouest au Maghreb et en Union Européenne*, Travail de recherche de l'IMI (International Migration Institute), University of Oxford

De Laat J.J (2006). *Incentives to work: Three applications in development and population economics*, Ph.D., Brown University, 175 pages

Diagne A., N. Mondain et S. Randall, 2010b. « Migration and international responsibilities : implications for the transition to adulthood of young Senegalese Migrants », International Seminar on Youth Migration and Transition to Adulthood in Developing Countries, IUSSP Panel on Adolescent Life Course in Developing Countries, Rio de Janeiro, Brésil, 8-10 décembre.

Diagne A. et A. Rakotonarivo, 2010; « Les transferts des migrants sénégalais vers la région de Dakar : ampleur et déterminants»; Document de travail. www.mafeproject.com

Fall A.S, 2002. « Enjeux et défis de la migration internationale de travail ouest-africaine », *Cahiers de migrations internationales* 62F, BIT, Genève

Folbre, N. 1987. "Family Strategy, Feminist Strategy." *Historical Methods* 20, (3): 115-118.

Fouquet, T. 2007. "Imaginaires migratoires et expériences multiples de l'altérité: une dialectique actuelle du proche et du lointain », *Autrepart* 41 : 83-97

Grillo R. et B. Riccio, 2004 . « Translocal Development: Italy–Senegal », *Popul. Space Place* 10, 99–111

Jónsson G., 2008. "Migration Aspirations and Immobility in a Malian Soninke Village", *IMI Working Paper* 10.

Kandel, W. et Massey, D.S. 2002. "The Culture of Mexican Migration: A Theoretical and Empirical Analysis". *Social Forces*, March, 80(3): pp. 981-1004.

Kertzer, D.I. et T. Fricke, 1997. *Anthropological Demography. Toward a New Synthesis*, The University of Chicago Press

Lessault D., Beauchemin C., Sakho P., 2010. « Migration internationale et conditions d'habitat des ménages à Dakar », *Population* (Article accepté sous réserve de révisions mineures).

- Lessault D., Beauchemin C., 2009a. « Les migrations d’Afrique subsaharienne en Europe : un essor encore limité », *Population et sociétés*, no42
- Lessault D. et C. Beauchemin, 2009b. « Ni invasion, ni exode. Regards statistiques sur les migrations d’Afrique subsaharienne », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 25(1), pp.163-194.
- Levitt P., 1998. “Social Remittances: Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion”, *IMR* 32(4): 926-948
- Marie A., 2007. « Communauté, individualisme, communautarisme : hypothèses anthropologiques sur quelques paradoxes africains », *Sociologie et sociétés*, vol. XXXIX, n°2 : 173-198
- Massey, D. S. 1990. Social Structure, Household Strategies, and the Cumulative Causation of Migration. *Population Index* 56:3-26.
- Massey, D. S., J. Arango, G. Hugo, A. Kouaouci, A. Pellegrino, and J. E. Taylor. 1993. Theories of International Migration: A Review and Appraisal. *Population and Development Review* 19:431-466.
- Massey, D.S., J. Arango, G. Hugo, A. Kouaouci, A. Pellegrino et J.E. Taylor (1998), *Worlds in Motion. Understanding International Migration at the End of the Millenium*, Clarendon Press – Oxford
- Moen, P. and Wethington, E. 1992. "The Concept of Family Adaptative Strategies." *Annual Review of Sociology* 18: 233-51.
- Mondain N. (à paraître). « Mythes et réalités de la migration clandestine ouest africaine », in : P. Beaudet, A.-C. Gayet, N. Mondain et F. Thomas (eds), «Migrations : stratégies, acteurs, résistances», *Nouveaux cahiers du socialisme*, 5
- Ndiaye M. Et N. Robin, 2010. « Les migrations internationales en Afrique de l’Ouest : Une dynamique de régionalisation articulée à la mondialisation », *IMI Working Paper* 23
- Ndione, B. (2006). *Contexte local et migration: les dynamiques migratoires internationales dans les quartiers de la ville de Kaolack (Sénégal)*. Thèse de doctorat, Université René Descartes, Paris V.
- Nyberg-Sorensen, N., N. Van Hear et P. Engberg-Pedersen (2002). « The Migration-Development Nexus. Evidence and Policy Options: State-of-the-Art Review”, *International Migration*, 40(5): 3-43

Pilon M., M. Seidou Mama, C. Tichit (1996). « Les femmes chefs de ménage : aperçu général et études de cas », dans Pilon M., Locoh T., Vignikin E., Vimard P. (éd.), *Ménages et familles en Afrique*, Paris, Ceped (Les Études du Ceped, n° 15), p. 167-191

PNUD /Programme des Nations-Unies pour le Développement (2009). *Lever les barrières: mobilité et développement humains*, Rapport mondial sur le développement humain, PNUD

Riccio, B. (2006). « ‘Transmigrants’ mais pas ‘nomades’. Transnationalisme mouride en Italie », *Cahiers d’Études africaines*, XLVI (1). 181, pp. 95-114

Randall S. et N. Mondain (à paraître). «Femmes, travail, milieu de résidence et logement: nouvelles dimensions du mariage chez les Wolof au Sénégal», *Le mariage en Afrique, pluralité des formes et des modèles matrimoniaux*, Philippe Antoine et Richard Marcoux, France., Karthala

Riley, N.E. and Gardner, R.W. 1993. "Migration Decisions: The Role of Gender." Pp. 195-206. In *Internal Migration of Women in Developing Countries. Proceedings of the United Nations Expert Meeting on the Feminization of Internal Migration. Aguascalientes. 22-25 October 1991. New York: United Nations.*

Riley N.E. Riley et J. McCarthy (2003). *Demography in the age of the postmodern*, Cambridge University Press

Tall, S. M. (2002). “L’émigration internationale sénégalaise d’hier à demain », in M. Coumba Diop (éd.), *La société sénégalaise. Entre le local et le global*, Karthala, p. 549-578

Tiémoako, R. (2004). “Migration, Return and socio-economic change in West Africa: the Role of the Family”, *Population Space and Place*, 10: 155-174

Toyota, M., B. Yeoh et L. Nguyen (2007). “Editorial introduction: Bringing the ‘Left-Behind’ into view in Asia: a framework to understand the Migration-Left Behind Nexus”, *Population Space and Place* (special issue) 13: 157-161

Wolf, D.L. 1990. "Daughters, Decisions and Domination: An Empirical and Conceptual Critique of Household Strategies." *Development and Change* 21, (1): 43-74

Wood, C.H. 1982. "Equilibrium and Historical-Structural Perspectives on Migration." *International Migration Review* 16, (2): 298-319